



Sommaire :

Pour une véritable taxe carbone p.1

Quel malaise à France-Télécom ? p.2

Grève du lait dans le Trièves et la Matheysine p.3

La révolte des parents d'une école de St-Égrève p.6

Infos brèves p.7

Burqa ou pas et laïcité p.7

Délégation des Alternatifs en Palestine p.8

Canada : un pays d'Amérique proche de l'Europe p. 11

Calendrier p. 16

Journal à prix libre

Le prix libre, c'est : « **Tu paies ce que tu peux, ce que tu veux !** »

L'objectif est de permettre l'accès à tou-te-s à l'information avec un système où chacun participe selon ses moyens, les plus aisé-e-s donnant plus pour que les plus défavorisé-e-s puissent donner moins. Le prix libre c'est le début de la solidarité et de l'autogestion en pratique.

Nous comptons sur votre soutien pour le développement de la presse alternative.

blique de se draper de vert.

Enfin, en matière fiscale, il faut souligner l'**augmentation de l'injustice** que provoquent les réformes pratiquées

Pour une véritable taxe carbone

Depuis de nombreuses années les Alternatifs défendent l'idée d'une taxe carbone. En effet, tant pour limiter l'effet de serre que pour préserver les ressources énergétiques pour les générations futures, nous devons inciter à la réduction de la consommation d'énergie. La sécheresse qu'a connue l'Isère cet été est là pour nous rappeler les dérèglements climatiques. Par ailleurs, l'augmentation en 2008 du prix du pétrole brut a provoqué une crise énergétique entraînant une crise alimentaire par le biais des agro-carburants.

Nous ne pouvons donc qu'approuver le fait qu'une taxe carbone soit instituée par le gouvernement. Cependant, diverses critiques doivent être faites à son projet :

- Cette taxe ne s'applique pas au **kérosène**, déjà exonéré de la TIPP*. Certes, une telle mesure pour être véritablement efficace devrait s'appliquer au niveau international. Mais notre Président a-t-il proposé une telle taxe au sommet du G8 de L'Aquila consacré au réchauffement climatique ?

- Cette taxe ne s'applique pas à l'**électricité**. Certes, en France, la production électrique est rarement émettrice de gaz à effet de serre, mais exonérer l'électricité c'est inciter les consommateurs à l'utiliser, notamment en matière de chauffage, et donc pousser à la construction de nouvelles centrales nucléaires et à la création de déchets nucléaires radioactifs pour des millénaires.

- Les entreprises des secteurs économiques énergivores seront indemnisées

- En outre, au lieu de redistribuer aux ménages le fruit de la taxe carbone sans

condition écologique, il serait beaucoup plus pertinent que cet argent permet-

te aux gens de réduire leur consommation d'énergie sans perte de confort. Il faudrait donc **développer les transports en commun**, en réduisant leur prix jusqu'à leur gratuité, aider le fret ferroviaire, augmenter les subventions aux travaux **d'isolation thermique** et à la promotion des **énergies renouvelables**. Ainsi, on favoriserait d'une autre manière les familles modestes et en plus on inciterait à l'usage des transports en commun, à une consommation moindre d'énergie fossile et donc à la réduction de la production de gaz carbonique.

- Enfin, force est de constater que la taxe instituée par le gouvernement est très modeste. Si l'on peut admettre qu'il faille laisser du temps aux gens pour s'adapter à un autre mode de vie, le gouvernement s'est bien gardé d'établir un plan d'augmentation graduel.

Par ailleurs, pour être cohérent, le gouvernement devrait arrêter la **construction d'autoroutes**, cesser de donner des subventions au renouvellement des voitures et localement, les élus UMP devraient cesser de soutenir le PS et le PC, dans le projet de la rocade Nord !

Suite au bon **score électoral d'Europe-Écologie**, la taxe carbone à la sauce sarkozienne est donc surtout faite pour permettre au Président de la Répu-

* Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers

par les gouvernements depuis que Nicolas Sarkozy y a assumé des fonctions : bouclier fiscal, suppression des hautes tranches de l'impôt sur le revenu, baisse de l'impôt sur les successions et de l'ISF. La dernière en date est la suppression de la **taxe professionnelle** payée par les entreprises. Cela risque de provo-

quer en compensation une augmentation des impôts locaux payés par les ménages (taxe d'habitation, taxe foncière). Ce qui s'ajoutera à la taxation des indemnités sur les accidentés du travail et à l'augmentation de 12,5% du forfait hospitalier.

Articles parus dans un numéro précédent sur un sujet voisin :

Réforme fiscale de Sarkozy : toujours plus pour les riches - N°115 – Octobre 2007

Quel malaise à France-Télécom ?

Après les nombreux suicides survenus en quelques mois à France-Télécom, « Gauche alternative » a voulu approfondir les raisons de ces actes. Pour ce faire, elle donne la parole à Jean-Paul Portello, salarié de France-Télécom et militant à SUD-PTT.

Les Alternatifs - Combien y a-t-il eu de suicides à France-Télécom ces dernières années ?

Jean-Paul – En fait, nous ne le savons absolument pas. Nous avons décidé de créer, début 2008, l'Observatoire du stress parce qu'il y avait un phénomène de mal-être qui faisait que des personnes passaient à l'acte, les suicides n'étant que la partie visible de l'iceberg. Parmi les autres syndicats, seule la CGC a rejoint SUD-PTT au sein de cet Observatoire. Cette instance a correspondu à un certain besoin d'expressions de la part des salariés.

Ainsi l'Observatoire a recueilli des écrits qui marquaient les gens. À noter que France-Télécom a rendu impossible d'aller sur le site de l'Observatoire à partir du réseau interne de cette entreprise.

L'Observatoire a été informé d'un certain nombre de suicides mais non de tous.

Selon la direction combien y en a-t-il eu ?

La direction ne donne pas de chiffres.

La situation est-elle spécifique en l'Isère ?

Il n'y a aucune particularité locale. Au moins un salarié sur deux de France-Télécom est mal dans sa peau au niveau professionnel.

Qu'est-ce qui provoque cette épidémie de stress et de suicides ?

Quand les personnes qui vont mal entendent parler d'un suicide, il y a un phénomène épidémique dans la mesure où elles se disent que c'est une solution pour mettre fin à tous leurs problèmes. Parmi celles qui

passent à l'acte il y a des salariés considérés comme excellents. Leur équilibre social et professionnel peut s'écrouler suite, par exemple, à une mévente, à la suppression de leur poste de technicien. Et une conjonction avec autre chose fait qu'ils passent à l'acte.

À propos des conditions de travail, le phénomène le plus important est la restructuration permanente. Ces restructurations impliquent des fermetures de sites et de services pour les concentrer dans les grandes villes. Elles signifient aussi la réorganisation permanente du travail : plus d'une fois par mois. C'est-à-dire qu'on change les missions, les méthodes, les objectifs. La direction considère en effet que le changement provoque du dynamisme. Ceux qui sont le plus touchés par cette politique de « *time to move* » (*temps de changer*) sont les cadres, qui ne doivent pas rester plus de trois ans sur le même poste. Ce qui implique des déménagements réguliers d'une ville à une autre. Et si le cadre ne se montre pas docile, soit on le « brise » en le nommant sur un poste dégradant, par exemple sur celui d'un salarié qu'il manageait, soit on l'envoie à l'autre bout de la France. Aussi, beaucoup de cadres sont en souffrance. Les réorganisations sont très violentes, car celui qui ne marche pas est harcelé.

Sur chaque plateau les 25 vendeurs sont surveillés en permanence par un manager. Il y a des écoutes téléphoniques perpétrées par les managers sur les communications des

vendeurs. Suite à celles-ci, l'agent peut être convoqué par le manager qui alors critique ses conversations avec son client. Le fait de ne pas dire la phrase correcte peut être considéré comme une faute professionnelle. Le vendeur est espionné par des faux clients. Il y a la vigie, qui détecte les postes où les vendeurs ne sont plus en communication depuis trois minutes. Il y a un outil d'observation qui comptabilise le nombre d'appels que tu as fait, la durée de chaque appel, la quantité de ventes réalisées. Le manager a les yeux rivés en permanence sur un écran où sont récapitulés sur un tableau, pour chaque agent, tous ces indicateurs. Et toutes les heures il fait le point. Ces conditions de travail créent une dynamique de stress, y compris chez le manager à qui la direction demande de faire du chiffre.

Le résultat de cette situation est qu'il est très fréquent que dans les services quelqu'un s'écroule en pleurant. Cependant les gens évitent de dire qu'ils ne vont pas bien. Dans un monde aussi cruel que celui de France-Télécom, quand on le montre la direction en profite pour nous achever. Elle nous fait comprendre qu'il y a du boulot ailleurs. Il y a « l'espace développement » composé de cadres dont l'objectif est de nous inciter à partir.

Y a-t-il un lien entre d'une part ces conditions de travail, ce stress et d'autre part la privatisation de France-Télécom ?

Pour les personnels qui ont connu le service public et la relation aux usa-

gers, la transformation de ces derniers en clients provoque une perte de sens de leur travail. Auparavant, le technicien avait l'impression d'être utile aux gens qu'ils servaient. Aujourd'hui, on lui demande de ramener une certaine somme d'argent. Et s'il revient le soir avec un nombre insuffisant de factures, c'est tout le principe du harcèlement qui se met en branle ! Il se fait appeler en permanence. Le personnel qui a connu le service public considère que « piquer » des sous dans le porte-monnaie du client constitue une violence.

Une conséquence de la privatisation est d'assurer la distribution de bons dividendes aux actionnaires. Il faut donc faire du « fric »

Quelles sont les réactions des salariés et de leur syndicat à ces suicides ?

Il y a l'émotion, chacun comprenant les raisons du malaise car il le vit lui-même.

Y a-t-il une solidarité entre les salariés ?

Nous n'avons plus cette solidarité que nous avions auparavant parce que nous avons perdu la « bagarre » qui a provoqué l'isolement de chacun. Même si on se trouve sur un même plateau, chacun est rivé sur son petit tableau pour éviter le harcèlement. Par exemple, si un collègue « pète les plombs » on va certes l'accompagner, mais pendant ce temps-là on ne vend pas !

Face à cette situation, qu'est-ce que les syndicats parviennent à faire ?

Les syndicats subissent l'accumulation des défaits depuis trente ans : le chômage, la précarité, la flexibilité, la perte des droits sociaux... Ils essaient de résister.

Face à ce stress, quelle serait pour SUD-PTT la mesure fondamentale à prendre dans l'entreprise France-Télécom ?

À SUD-PTT on vient d'énumérer 10 mesures à prendre parmi lesquelles l'arrêt des fermetures de sites, l'arrêt des restructurations, l'arrêt des pressions sur les objectifs et l'abandon du « time to move ».

La Poste va-t-elle suivre le même chemin que France-Télécom ?

Oui, car France-Télécom a été un laboratoire, les chemins sont maintenant balisés. Cela va être encore plus simple avec la Poste, car il n'y a déjà même plus 50% de fonctionnaires et la précarité est énorme : beaucoup de temps partiels imposés. Il va être facile pour la Poste d'isoler les gens.

Articles parus dans un numéro précédent sur un sujet voisin :

Galleries Lafayette : la grève du rasle-bol - N°117 – Février 2008

Grève du lait dans le Trièves et la Matheysine

Du jeudi 10 au jeudi 24 septembre 2009, une grande partie des producteurs de lait de la Matheysine et du Trièves ont fait la grève du lait : ils ont cessé de livrer leur lait aux « coopératives* » (centrales d'achat, laiteries) qui le collectent.

Ils ont bien voulu répondre à quelques questions pour les Alternatifs :

Lundi 14 septembre, une douzaine d'entre eux (de Nantes-en-Rattier, Oris-en Rattier, Saint-Théoffrey, Sousville, Susville, et de Mens, Prébois, Saint-Maurice-en-Trièves, Saint-Jean d'Hérans) étaient présents sur le Marché de La Mure pour procéder à un Don du lait. De 8h30 à 12h, ils ont distribué gratuitement 500 litres de lait tout en expliquant les raisons de leur mouvement.

Quelles sont les raisons de votre action ?

Sébastien Luyat : c'est pour dénoncer l'effondrement du prix du

lait et la dérégulation du marché décidés à Bruxelles. En France, on nous l'achète entre 260 et 280 euros les mille litres et c'est un des pays où le prix est le plus élevé. Bruxelles pousse à la surproduction pour tirer les prix vers le bas. La cause c'est la libéralisation totale du marché en Europe.

Quelle est votre position par rapport aux quotas laitiers ?

SL : ce qu'on veut, c'est une régulation avec le maintien des quotas qu'ils veulent supprimer. Et on veut un abaissement des quotas de 10% dans tous les pays européens.

Qui fait grève ? La FNSEA a appelé à ne pas faire grève. Est-ce que vous êtes soutenus par d'autres syndicats ?

SL : il y a tout le monde. Il y a des grévistes de la FNSEA, des autres syndicats, des non syndiqués. La FNSEA ne soutient pas mais les dirigeants nationaux ne sont pas suivis.

C'est la Coordination Rurale qui a fourni le matériel, mais on s'est

réunis sans syndicats. C'est l'Organisation des Producteurs de Lait (OPL) au niveau national, qui fait partie de l'EMB (European Milk Board) au niveau européen.

Quelle est l'ampleur du mouvement ?

SL : ici, en Matheysine, il y a environ 50% de grévistes et de 60 à 75% dans le Trièves.

Il y en a qui font grève dans le Nord et ailleurs en Europe. Les Allemands sont plus radicaux. Mais

*Les coopératives, créées à l'origine par et pour les agriculteurs sont aujourd'hui pour la plupart devenues de grosses entreprises gérées comme des multinationales. Elles font pression sur les agriculteurs.

nous, on veut que ce soit non-violent, on a préféré organiser ce don du lait.

En Belgique, des agriculteurs d'Allemagne, de Belgique, du Luxembourg, ont renversé des tonnes de lait sur les autoroutes. Et le mouvement est en train de s'étendre.

A qui livrez-vous votre lait ? Des laiteries, des coopératives ?



Don du lait à La Mure



Habitants et visiteurs au stand des producteurs de lait à Mens

SL : il y a trois laiteries coopératives qui collectent le lait pour le Trièves et la Matheysine :

- SODIAAL-ORLAC (Yoplait) à Vienne
- La laiterie de Danone à Saint-Just-Chaleyssin
- BESNIER à Gap (Lactalis)

Avez-vous d'autres actions prévues ?

SL : pour le moment, les mots d'ordre au niveau national, c'est la non-violence et pas de provocations, après on ne sait pas ce qu'il peut se passer. L'important pour l'instant, c'est la communication avec les consommateurs pour qu'ils se rendent compte des marges. Quand on vend notre lait à 30 centimes le litre à la laiterie, on ne sait pas comment il arrive à un euro pour le consommateur.

Est-ce que vous rencontrez des problèmes spécifiques à l'agriculture de montagne ?

SL : les bêtes sont six mois par an dans les bâtiments, donc on a des charges supplémentaires pour les nourrir et pour l'entretien quotidien (remplacement de la paille, plus de locaux de stockage pour du fourrage supplémentaire).

Quels sont vos objectifs, vos revendications ?

SL : actuellement, le lait l'été nous est payé 300 euros la tonne. C'est le prix d'il y a vingt ans et c'est le coût de production. Et ils veulent le baisser à 26/27 centimes le litre. Et

le prix du lait l'hiver payé à 220 euros serait payé 200 euros les mille litres. On ne peut plus continuer à vivre à perte. On veut un prix de 350 euros pour arriver à 400 euros les mille litres à terme.

Réunis le 16 septembre, les producteurs de lait des quatre cantons de la Matheysine et du Trièves, après le bilan de la journée de lundi, se sont organisés pour les actions à venir, en particulier la « journée blanche » du vendredi 18 septembre et le blocage des laiteries du lundi 21 septembre.

Quel accueil avez-vous reçu lors de la « Journée blanche » au rond-point de Pierre-Châtel où vous avez déversé 60 000 litres de lait et bloqué la circulation ?

Fabien Carton : ça s'est bien passé. Il y avait une trentaine de producteurs. Les gens ont bien compris notre action. Des élus de la Matheysine et du Trièves étaient présents et nous ont dit qu'ils étaient bien conscients de la situation.

Et pendant la Foire bio de Mens où vous avez procédé à un nouveau don du lait ?

FC : ça s'est très bien passé. Sur le week-end nous avons distribué 700 litres de lait. Nous avons été étonnés par le soutien des consommateurs par rapport à des mobilisations antérieures. Les gens commencent à prendre conscience de nos difficul-

tés, des marges prises par les distributeurs. On avait une pétition¹ qui a recueilli 1 200 signatures.

Quelle action exactement avez-vous menée auprès des laiteries coopératives ?

Le lundi 21, on a participé au blocage des laiteries. On a bloqué toutes les laiteries et vérifié toutes les provenances. A la laiterie Danone, à Saint-Just-Chaleyssin, nous avons vérifié tous les listings de livraison pour nous assurer qu'il n'y avait aucune entrée de collectes d'autres régions. Sur les trois laiteries, on n'a trouvé que deux camions venus du Nord-Pas-de-Calais.

A quoi correspondent les 25% d'augmentation de charges en cinq ans ? Vous parlez d'investissements pour se mettre aux normes, pouvez-vous donner des exemples ?

FC : tout a beaucoup augmenté dans tous les domaines : les fournitures pour le bâtiment, les assurances, la MSA (Mutuelle Sociale Agricole), les frais de comptabilité, l'énergie (gasoil, électricité), l'alimentation pour les animaux.

Les mises aux normes sont obligatoires. Dès qu'on a cinquante vaches laitières, on a un cahier des charges à respecter sinon on a des amendes. On a des aides pour la mise aux normes mais qui diminuent dans le temps. Les premiers arrivés sont les mieux servis. Ce sont des investissements très coû-

teurs, par exemple pour le logement des animaux, la récupération des eaux usées. C'est du gros œuvre très gourmand en béton. Sur notre exploitation, cette mise en conformité a coûté 55 000 euros uniquement en fournitures en faisant tout nous-mêmes.

Quels problèmes rencontrez-vous en tant que jeune exploitant ?

FC : pour avoir un outil de travail performant, nous devons faire un gros investissement personnel. A peine installé, on est couvert d'emprunts. Si le prix du lait ne remonte pas, il nous sera impossible de faire face et de nous en sortir. C'est un véritable parcours du combattant pour s'installer. On croule sous les paperasses, les démarches administratives. On est toujours pendu au téléphone. Tout ça ralentit le processus d'installation. Même les conseillers de la Chambre d'agriculture qui sont censés nous aider sont perdus dans tous les papiers, avec les réglementations qui changent tout le temps.

Odile et Jean-Marie ont participé à la distribution de lait une bonne partie du week-end pendant la foire bio à Mens. Vendredi 25, ils reviennent sur le bilan des 15 jours de mobilisation de la grève du lait et soulèvent d'autres problèmes de leur profession aujourd'hui :

Jean-Marie Nicolas : aujourd'hui, le mouvement est suspendu en attendant la réunion des Ministres européens de l'Agriculture du 5 octobre. Mais nous restons prêts à agir. Le mouvement s'est amplifié au fil des jours. Le soir de la réunion de mercredi, il y avait de 45 à 50 personnes. On a rencontré des producteurs que l'on ne connaissait pas, qui n'avaient pas bougé avant. A mon avis, on a dû atteindre les 80% de producteurs en grève. Pour le moment, l'Etat ne nous propose que des reports de charges

et des possibilités de crédits supplémentaires mais ça ne nous sert à rien. Il faudra qu'on rembourse et on n'a pas un rond. Ce qu'on demande, c'est un prix juste pour notre lait, la rémunération de notre travail, comme tout le monde.

Odile Nicolas Rougeol : on veut tout de suite 400 euros les mille litres. Ce montant a une raison. On ne veut plus de primes européennes. On veut bien toucher l'ICHN (Indemnité Compensatoire à un Handicap Naturel) qui concerne le territoire. Mais les autres, on les refuse parce qu'elles nous lient les mains, en particulier pour le choix des semences qu'on doit employer. Pour toucher ces primes, on est obligé d'utiliser de la semence certifiée, de tournesol, de colza,...

On ne veut pas avoir à se justifier des semences que l'on sème comme le blé, l'orge, des prairies que l'on garde. Le paysan a le droit ancestral de ressemer sa semence. La Coordination Rurale s'est déjà battue pour ça et a gagné.

Aux Etats-Unis les gros semenciers utilisent des semences OGM, et ils ont tellement la main mise sur les semences que si un paysan a un champ à proximité d'OGM et utilise ses propres semences, c'est à lui de prouver qu'elles ne contiennent pas d'OGM. Nous devons rester vigilants si nous ne voulons pas qu'il nous arrive la même chose.

On veut 400 euros la tonne aussi, tout simplement parce qu'il y a une loi qui dit que nous n'avons pas le droit de vendre à perte.

On dit non à la contractualisation. La contractualisation concerne uniquement les coopératives de type Sodiaal (c'est une grosse coopérative qui vient encore d'acheter une laiterie en faillite et dont une banque est actionnaire à 40%). Un exemple de contractualisation : la coopérative dit aux producteurs (ses adhérents) qu'elle leur a préparé un

contrat où elle leur demande de leur livrer le lait avec telle qualité (une bactérie particulière par exemple), obtenue en rajoutant une certaine catégorie d'aliments à l'alimentation des animaux et où les producteurs doivent s'engager à leur acheter tous les aliments pour leurs animaux, sous prétexte de la traçabilité. Mais c'est une traçabilité cynique.

Les grosses entreprises soumises à la concurrence cherchent toujours de nouveaux produits à fournir aux grandes surfaces pour créer le besoin chez le consommateur (comme Actimel, par exemple)

Les primes, on ne nous les donne pas non plus si on est en rupture de paiement de la MSA.

On nous a imposé la vaccination FCO (fièvre catarrhale ovine) pour nos vaches et on a eu des pertes. Les vaches ont vélé en septembre au lieu de mai/juin et certaines ont avorté. Un éleveur ovin n'a eu que 5% de ses brebis pleines et des agneaux sont restés nains. On demande qu'ils nous paient le vaccin, la vaccination et les dégâts produits. Ce qu'on peut retenir de cette grève du lait, c'est qu'elle a permis au paysan de rentrer en communication avec le consommateur, avec des habitants du Trièves. Et la communication est la base de tout. Entre paysans aussi on a pu communiquer. C'était vraiment positif. C'est comme un souffle qui fait que les gens nous portent. Ça fait du bien, parce qu'on met notre paye entière sur la table dans cette grève, on prend le risque total.

¹ Pétition sur internet : www.lagrevedulait.com

Articles parus dans un numéro précédent sur un sujet voisin :

La bataille du lait dans l'Isère - N° 125 – Juillet 2009

La révolte des parents d'une école de St-Égrève

La rentrée scolaire dans l'Isère a été marquée par quelques mouvements de parents d'élève devant les sureffectifs des classes, notamment à l'école Prédieu de St-Égrève. Pour connaître en détail le

déroulement de ce conflit, « Gauche alternative » donne la parole à une mère élue au Conseil d'école, membre de la FCPE, Sandrine Correia.

Les Alternatifs - Qu'est-ce qui a provoqué la colère des parents d'élève de l'école Prédieu de St-Égrève ?

Sandrine – C'est la décision de fermeture sèche de la classe CP-CE1 après la rentrée, le jeudi 10 septembre. En effet ce fut pour nous un coup de massue. Nous n'avons pas du tout compris, car il n'y avait aucune alerte en juin et aucune menace de fermeture le jour de la rentrée.

Pouvez-vous expliquer l'importance des effectifs des classes pour la qualité de l'enseignement ?

Comment apprendre à parler anglais avec des effectifs de 30 ! Pour l'apprentissage de la lecture, il est impossible de faire lire tous les élèves au cours d'une séance de lecture. C'est ce qui inquiète les parents.

Quelles furent vos réactions et actions ?

Le jour où nous avons appris que la classe allait être fermée, nous avons décidé de rester au moment de la sortie sur l'école pour discuter. Puis, nous avons appris que Mme Robichon, Inspectrice allait arriver sur les lieux pour discuter avec l'équipe enseignante. Aussi, une grande partie des parents sont restés sur place. Ils ont interpellé l'inspectrice, mais celle-ci ne voulait parler qu'aux enseignants. Tous les parents étaient alors en colère. Très rapidement, nous avons contacté les élus locaux qui sont arrivés immédiatement sur le terrain. Suite à leur intervention, l'inspectrice a bien voulu recevoir des parents, mais seulement ceux élus au Conseil d'école. Cependant, l'entrevue n'a donné aucun résultat, car l'inspectrice nous a dit que la décision dépendait de l'Inspectrice académique, Mme Lescot qui devait ratifier la décision. Alors, nous avons voulu avoir un rendez-vous avec cette personne avant qu'elle signe l'arrêté de fermeture. Après plusieurs heures d'attente, Mme Robichon a accepté que soit organisée une rencontre avec Mme Lescot le lendemain.

Le lendemain, en compagnie du maire de St-Égrève, Mme Kamowski, de l'adjoint au scolaire M. Frisari et du conseiller régional du canton M. Ribeaud, nous, les parents élus, avons été reçus par l'adjoint de Mme Lescot, M. David. Nous lui avons fait savoir qu'il y avait dans le secteur de notre école de nombreux grands logements vacants qui risquaient d'être prochainement occupés par des familles, ce qui risquait donc de faire augmenter encore les effectifs de l'école. En outre, notre école reçoit des enfants du foyer, qui sont mis en placement judiciaire. Des classes surchargées ne permettent pas d'apporter une aide individualisée à ces enfants qui demandent beaucoup d'attention. Le même problème se pose avec les enfants qui viennent de l'hôpital. Certes, ces élèves sont dans une classe spécifique, mais les instituteurs essaient de les intégrer dans les classes classiques. Au mois de juin, il est prévu deux départs à la retraite des enseignants, pourquoi ne pas repousser cette fermeture à cette date là ? S'il nous a écoutés, M. David ne voulait pas nous revoir pour nous rendre compte des décisions qui seront prises. Aussi, la réunion s'est terminée sur une incompréhension totale. Sur ce, les autres parents qui attendaient dehors sont entrés dans le bureau et ont essayé de rediscuter avec M. David. Ils lui ont expliqué leur douleur, mais nous n'avons aucunement été entendus. Nous avons ressenti du mépris.

Le vendredi après-midi, les parents ont essayé de retenir les enseignants.

Durant le week-end, les parents avec l'aide des élus ont cherché à augmenter les effectifs de notre école. Nous sommes arrivés à dépasser la barre qui, selon les règles, empêche de fermer une classe.

Quand vous avez appris que l'Inspection académique ne revenait pas sur sa décision, qu'avez-vous fait ?

Comme le lundi suivant la classe était, de fait, maintenue, nous avons laissé nos enfants aller en cours tout en restant en permanence devant le portail de l'école la journée. Mais nous n'avons toujours pas de réponse officielle. Alors nous avons décidé d'aller le lendemain coûte que coûte à l'Inspection académique et d'organiser une marche le soir. Nous avons été reçus par Mme Lescot qui ne voulait pas que nous manifestations sous ses fenêtres. Devant la pression de Mme Lescot sur la carte scolaire et le risque sur l'ensemble de la commune, aucun élu de la municipalité n'est venu à cette rencontre, malgré notre demande ! M. Ribeaud, qui lui, avait accepté de nous accompagner, s'est vu sortir de la salle de réunion par Mme Lescot nous expliquant sa non-légitimité sur l'école élémentaire. De plus, avant de nous recevoir, elle avait déjà fait son interview à la radio et expliqué à Mme le Maire sa décision irrévocable de fermeture. Nous avons obtenu un demi-poste sur l'ensemble de l'école pour soulager les classes en effectif chargé ponctuellement et la promesse d'une nouvelle réunion après les vacances de la Toussaint. Ils ont décidé de soulager les effectifs de CP pour qu'ils puissent acquérir les bases dans de bonnes conditions. Ce sont les objectifs affichés par notre gouvernement. C'est finalement une classe de CE2 qui a été répartie sur l'ensemble de l'école. Ainsi, l'école élémentaire se retrouve avec des effectifs à 30 pour les classes de CE1, CM1, CM2 et jusqu'à 26 pour celles à doubles niveaux.

Nous avons tellement cru qu'il était possible de garder notre classe que la sensation qui nous reste c'est celle de s'être fait promener !

Le soir, nous sommes revenus à l'école rendre compte aux parents. Nous étions tellement dans l'amertume, dans la frustration que ce mardi soir fut douloureux. Il y avait des parents en larmes, des enfants qui ne comprenaient rien. En tant que parent élue, j'ai compris que

nous étions les porte-paroles de quelque chose qui ne le mérite pas. Par conséquent, j'ai décidé de ne pas me représenter aux élections.

Après cette réunion, avez-vous fait de nouvelles actions ?

Face à l'amertume nous nous sommes dit qu'il fallait faire quelque chose, mais en changeant de mode d'action. Nous avons décidé d'écrire une lettre ouverte au Ministre de l'Éducation, au Recteur et à l'Inspectrice académique. Nous avons demandé à chaque parent d'écrire aussi une lettre personnelle sur son ressenti. Ces lettres seront envoyées ensemble aux mêmes personnes.

Comment ont réagi les enseignants face à vos actions ?

Ils ont été aussi perturbés par cette fermeture. Le fait que l'on soit groupé, que l'on était en colère, ils ont dû sentir qu'il y avait une âme dans ces parents. Notre action a créé des liens entre les enseignants et les parents.

Pensez-vous que ce genre de fermeture de classe s'inscrive dans une politique plus globale du gouvernement ?

M. David a été très clair : il a dit qu'ils n'avaient pas le budget pour maintenir de tels postes. Pour eux, ce n'est qu'une question de chiffres. Il ne cherche qu'à optimiser leurs postes d'instituteur.

Articles parus dans un numéro précédent sur un sujet voisin :

L'école face à la main invisible du marché - N°124 – Mai 2009

La rentrée vue du côté des parents
- N° 120 – Octobre 2008

Infos brèves

Jean-François Le Dizès

Un élu alternatif à la « Métro »

Grâce à l'augmentation du nombre d'élus de Grenoble au Conseil d'Agglomération les Alternatifs, en la personne de Gilles Kuntz, vont avoir un représentant à ce conseil. Il aura comme suppléante l'élue verte Gwendoline Delbos-Corfield. Cette nomination est le résultat des bons scores électoraux qu'ont remportés, dans l'Isère, les candi-dats alternatifs aux élections locales de 2008 (voir Nouvelle Gauche n°118). Plus largement, elle est liée au renforcement de la force militante de notre organisation, qui, dans l'Isère, a vu, en deux ans, ses effectifs augmenter de 70%

Grève des charges

Depuis juillet 2009, les locataires de la cité HLM Viscose d'Echirolles font la grève des loyers suite à une augmentation importante des charges de chauffage. Le 24 septembre, la caravane nationale du DAL (Droit au Logement) y a fait étape. À noter aussi le rassemblement le lundi 5

octobre à 17h devant la préfecture de l'Isère pour la journée nationale de l'habitant en référence à la Journée Internationale des Locataires, créée par l'ONU.

Pour les droits des femmes

Le 17 octobre est prévue une manifestation nationale à Paris pour les droits des femmes. Elle est organisée par un collectif national comprenant les Alternatifs. Quelques chiffres concernant la France : les retraites des femmes sont en moyenne de 600 € inférieures à celles des hommes. Leur salaire est en moyenne de 21% inférieur. Elles occupent 85% des emplois à temps partiel. Elles assurent 70% des tâches ménagères et éducatives. Une femme meurt tous les jours et demi sous les coups de son conjoint, une femme est violée toutes les 10 minutes.

Pour se rendre à la manifestation, un car est prévu depuis Grenoble. Pour s'inscrire, contactez le 04 76 87 94 61. Pour ceux qui ne peuvent se rendre à Paris, une manifestation est prévue à Grenoble (voir le calendrier p.16).

Burqa ou pas et laïcité

Un peu d'analyse s'impose face à l'épisode de la fameuse burqa que ne porteraient finalement, en France, que quelques centaines de femmes d'origine arabo-musulmane, mais pour lequel des élus, y compris communistes, ont exprimé le souhait que soit adoptée ni plus ni moins une interdiction légale. Une loi pour moins d'un millier de cas, au nom du respect de la dignité des femmes et de la laïcité. Que la

burqa soit un symbole fort d'aliénation et de soumission, c'est incontestable. Nous sommes bien en face d'un marquage sexiste signifiant la subordination des femmes. Mais s'interroge t'on : pourquoi ce radicalisme en ce qui concerne la burqa ? Dans une société qui leur offre, dans un certain nombre de quartiers, essentiellement la discrimination quotidienne, où la publicité transforme d'une façon répé-

titive et obsessionnelle la femme en simple objet sexuel et marchand, il n'est pas étonnant que ces filles soient tentées, sous influence ou pas, de se reconstruire une identité symbolique, voire de se protéger face à des agresseurs potentiels. Ceci pour dire qu'on ne peut séparer le problème du voile, encore une fois intégral ou pas, du contexte social, économique, publicitaire, et de la situation de discrimination

massive dont sont l'objet des quartiers entiers où ces filles vivent en grande majorité. Et exclure ces filles voilées – rappelons-nous la loi de mars 2004 interdisant le port du voile à l'école – est inacceptable. L'exclusion pour port de voile est d'abord une exclusion féminine, alors que le port du voile est bien une invention masculine.

Cette solution paresseuse de l'interdiction pure et simple occulte par ailleurs d'autres réalités au moins aussi importantes : pourquoi l'enseignement de la langue (et de la civilisation) arabe est-il exclu de

l'immense majorité des lycées, à la différence du chinois ? Pourquoi rien n'est-il entrepris sérieusement pour s'attaquer à la discrimination massive dont souffrent massivement les populations, notamment les jeunes, dont les parents sont originaires du Maghreb ou d'Afrique subsaharienne ? Pourquoi cette absence quasi-totale, dans les programmes d'histoire, de l'enseignement et des processus de la colonisation et des crimes coloniaux ? Pourquoi la réalité palestinienne et la colonisation israélienne sont-elles quasiment occultées à l'Ecole et dans

les médias ? Tant qu'on ne se posera pas ces questions, tant qu'une fraction importante de notre société se sentira exclue et humiliée, tant qu'on ne s'interrogera pas sérieusement sur les facteurs socio-économiques et historiques qui ont fait apparaître ce voile, on poussera inévitablement une fraction de cette population exclue à un radicalisme qu'il est trop facile de diaboliser au nom de la laïcité, une laïcité agressive et littérale qui n'est assurément pas la réponse à de tels défis....

Jo Briant

Délégation des Alternatifs en Palestine du 7 au 20 juillet (1^{ère} partie)

Afin d'apporter directement notre soutien aux luttes du peuple palestinien, une délégation de cinq alternatifs s'est rendue en Palestine en juillet. Préparée depuis de longs mois, cette mission avait aussi pour objectif d'actualiser la position des Alternatifs au sujet de la Palestine. **Une formation-débat organisée par les Alternatifs-Isère le 22 octobre à 20h30 à la Maison des Associations à Grenoble permettra d'échanger directement sur la situation actuelle avec Gilles Kuntz qui a participé à la délégation cet été..**

Pour montrer la diversité des contacts et informations que nous ramenons, voici quelques billets qui illustrent notre voyage qui nous a conduit à la fois en Cisjordanie, mais aussi en Israël auprès des Palestiniens qui y sont restés après la Naqba en 1948. La plupart de ces textes ont été publiés depuis la Palestine sur notre blog : <http://alterspalestine2009.wordpress.com>

Gilles Kuntz

Première journée à Jérusalem



Rencontre au siège de l'AIC (Alternative Information Center à Jérusalem) avec Michel Warschawski. Pour lui, il y a un avant et un après Gaza. Il n'y a pas eu de mobilisation en Israël, ou très peu, contrairement aux autres "opérations". Il nous a parlé de la situation politique, en insistant sur trois périodes, la dernière représentant une régression terrible renvoyant à plusieurs décennies en arrière. L'é-

lection d'Obama contrecarre les plans de l'État d'Israël qui chercherait comment déstabiliser le président des USA. Il nous a également parlé de la situation à Jérusalem où l'État essaie par tous les moyens d'exproprier des familles pour garantir une continuité territoriale juive. Michel pense que le boycott doit être ciblé et il propose que ce soit sur les produits Carmel et Jaffa pour que cette campagne soit visible. Ils ont pris conscience du boycott du tramway lorsque les Français se sont mobilisés et ont fait partir Veolia.

L'entretien suivant s'est tenu avec Ram de Yesh Gvul (« il y a une limite ») qui développe des campagnes d'information en direction des soldats pour qu'ils fassent le choix de refuser de servir dans les territoires. Ils les défendent devant les tribunaux. Ils sont attaqués par le

gouvernement qui n'aime pas qu'une partie de leur activité consiste à dénoncer les crimes de guerre commis et ce que cela implique pour les soldats. L'après-midi, rencontre avec des "gauchistes israéliens" (l'expression est de Michel), qui militent au sein de ICAHD. Cette association se bat pour la reconstruction de maisons détruites par l'armée israélienne. La situation est tendue actuellement autour de Jérusalem. Ils cherchent des financements et des bras pour les aider.

Tent of Nations : lutter pour le droit à la terre



À quelques kilomètres de Bethléem, nous avons passé une nuit sous des tentes dans une ferme palestinienne qui depuis près de 20 ans résiste aux tentatives d'expulsion au profit des colonies illégales toutes proches. Daoud Nassar qui mène la lutte avec d'autres fermiers avec le soutien de volontaires internationaux nous a expliqué son combat.

Située entre la ligne verte (ligne de cessez-le-feu de 1949) et le mur, sa propriété achetée en 1916 par son grand-père sera coupée de Bethléem quand le mur sera fini. Entourée de colonies, Efrat à l'est, Neve Danyel au nord, Betar Illit et Eliezer à l'ouest, toute cette zone palestinienne a été expropriée par l'État d'Israël en 1991. Malgré 140 000 \$ de frais de justice, la famille de Daoud n'a pu à ce jour retrouver ses droits. Leur ferme est menacée par les colons tout proches qui de temps en temps viennent arracher des arbres et tenter de construire une route pour installer une colonie sur ses terres. L'accès à l'eau est interdit : aucun puits ne peut être creusé et seule l'eau de pluie est précieusement accumulée dans des citernes souterraines. Aucune construction nouvelle n'est tolérée : même les tentes dans lesquelles nous avons dormi doivent disparaître. Face à cela, les fermiers construisent des grottes sous terre : déjà sept sont finies pour abriter autant de familles.

Tent of Nations organise de nombreux camps pour des jeunes de Bethléem sur place : musique, peinture, mosaïque, histoire, environnement, écologie, respect de la terre, rendre créatif, montrer qu'ils ont des talents, et construire le futur pour leur redonner l'espoir afin qu'ils ne s'exilent pas. Une action vers les femmes des villages voisins est aussi menée : initiation à l'in-

formatique pour les aider à devenir autonomes. Nous avons croisé des militants allemands venus étudier la pose de panneaux solaires pour affranchir la ferme du groupe électrogène. Ils n'ont en effet ni l'électricité, ni l'eau courante, alors qu'autour les colonies sont éclairées la nuit et les piscines sont pleines. Pour finir, laissons la parole à Daoud : « *Si nous ne restons pas liés à la terre, notre terre n'aura pas de futur. Nous encourageons tous les Palestiniens à faire la même chose dans les villages. Un jour, on aura la justice !* »

Journée à Ramallah



Denise Hamouri

Nous avons rencontré les principaux partis palestiniens à Ramallah. Le passage du check-point est plus facile en ce moment, même si au retour nous avons mis une heure pour le franchir parqués dans des couloirs métalliques ressemblants à des parcs à bestiaux subissant des ordres criés au haut-parleur : une expérience pour nous, une réalité quotidienne pour les Palestiniens. Nous avons tenu aussi à rencontrer les parents de Salah Hamouri détenu depuis plus de 4 ans en Israël pour une "intention de comploter". En fait, l'accusation repose sur un passage en voiture devant le domicile d'un rabbin extrémiste. Denise Hamouri nous a raconté avoir été reçue en 2008 trois minutes debout par Bernard Kouchner pour s'entendre dire que la France ne pouvait agir, Israël étant souverain. Le 28 juillet une commission siégeant dans la prison doit décider si Salah sera libéré ou non aux deux tiers de sa peine de sept ans de prison comme tous les détenus en ont le droit (NDLR depuis cette libération lui a été refusée). La France doit faire pression sur Israël ; malheureusement, le dernier rendez-vous

des parents de Salah à l'Élysée début juillet ne laisse que peu d'espoir de ce côté. Nous devons continuer à faire connaître la détention arbitraire de Salah et la faire cesser.

Aujourd'hui nous sommes à Jaffa ancienne ville palestinienne près de laquelle Tel Aviv a vu le jour et qui de plus en plus est colonisée par les Israéliens qui démolissent les maisons pour se construire de luxueux complexes en bord de mer.

Notre visite de Jaffa a commencé dans un complexe de luxe construit sur des maisons de Palestiniens qu'ils ont dû abandonner lors de la Naqba en 1948. Notre guide Sami milite pour le maintien des droits des habitants palestiniens à rester dans les maisons de Jaffa. En effet après l'exode des réfugiés qui ne peuvent revenir chez eux depuis plus de 60 ans, des familles palestiniennes déplacées ailleurs ont été installées dans les logements vacants, mais leur statut d'occupant est précaire. Ils n'ont par exemple pas le droit d'agrandir leur maison. Or beaucoup y ont été contraints pour permettre à leur famille qui a grandi d'y vivre. Aujourd'hui, Israël au nom de cette interdiction envoie des centaines de lettres d'expulsion. Une fois les maisons récupérées, elles sont détruites pour laisser place à des villas à plusieurs millions de dollars, ou à des complexes pour riches Israéliens gardés jour et nuit. Nous avons aussi rencontré en fin de journée à Ramallah une responsable du Fatah native de Jaffa. Elle nous a dit y être retournée une seule fois pour ne voir que de rares vestiges des lieux de son enfance. Elle préfère ne plus y aller. Les Palestiniens d'avant 1948 (ne pas dire arabes israéliens) sont aussi occupés dans leur pays...

Territoires : la répression continue



Notre voyage nous a amenés à visiter plusieurs villes du nord de la Cisjordanie. À chaque fois nous avons remarqué les impacts de rafales sur les maisons que ce soit dans les villes comme Jénine ou Naplouse (ici dans la vitrine d'un hôtel) ou dans les camps de réfugiés que nous avons visités avec des militants. Ceux-ci nous ont dit que l'armée israélienne venait encore plusieurs fois par semaine arrêter des habitants sans aucun droit pour le faire et les garder en détention administrative jusqu'à six mois, mais renouvelables. Toutes les familles comptent au moins un membre qui a été tué, blessé ou emprisonné par l'armée israélienne. On recense 750 000 Palestiniens qui ont connu la prison.

Les villages non reconnus

Lors de la Naqba (catastrophe) en 1948 plus de 800 000 Palestiniens ont été chassés de leurs villages et sont devenus des réfugiés souvent dans leur propre pays où ils vivent toujours aujourd'hui dans des camps plus de 60 ans plus tard. D'autres au nombre de 250 000 vivent dans des villages surtout dans le nord d'Israël et en Galilée où ils occupent des maisons que les réfugiés ont dû quitter par la force. On compte ainsi 80 villages qui ne sont pas reconnus par l'État d'Israël et ne disposent d'aucun service public, ni d'eau, ni d'électricité. Des recours gagnés à la Cour Suprême ont forcé l'État à reconnaître une vingtaine de villages. Mais il en reste environ 60 qui ne sont pas reconnus. D'autres villages n'ont pas eu la chance de rester debout et ont été détruits par l'armée quelques années après la Naqba. Israël interdit toujours à leurs habitants d'y

revenir. Nous avons rencontré un témoin (photo) qui nous a expliqué sur les lieux mêmes que dans son village la mosquée épargnée ne peut être entretenue ainsi que le cimetière où reposent leurs aïeux.

Manifestation contre le mur à Bili'in



Aujourd'hui nous avons manifesté avec les villageois de Bili'in à l'ouest de Ramallah contre le mur (ici une barrière électrifiée). La Cour Suprême a en effet reconnu que la barrière était illégale, car elle amputait le village de 50 % de ses terres et devait être démolie. Mais l'armée n'en a cure. Chaque semaine, la population part en cortège les vendredis pour tenter de franchir la barrière. Les heurts sont souvent violents et des arrestations ont lieu à cette occasion ou souvent la nuit suivante dans le village lors d'incursions de l'armée israélienne. C'est pourquoi un appel est lancé aux volontaires internationaux et aux activistes israéliens pour venir soutenir les habitants dans leur combat. Aujourd'hui, environ 300 manifestants sont partis en défilé vers le mur avec en tête les jeunes scouts et leur fanfare. Près d'une centaine d'internationaux (Américains, Espagnols, Belges, Français..) s'étaient joints au cortège. De nombreuses télévisions et agences de presse étaient présentes aussi pour rendre compte. Nous avons été intrigués par les ballons de foot emmenés par les Palestiniens. Nous avons compris après coup pourquoi les Palestiniens ont tenu à jouer au foot devant la barrière de sécurité. Ils voulaient dénoncer une publicité tendancieuse d'un opérateur de téléphonie mobile Cellcom qui simulait un match de foot par-dessus la barrière. Dans ce spot télé, on voyait des soldats jouer au foot et envoyer le ballon de

l'autre côté sans jamais voir de Palestiniens comme s'ils n'existaient pas. Aujourd'hui, le ballon a été envoyé de l'autre côté, mais ce sont des grenades qui sont revenues en retour... Notre présence et celle des médias ont empêché cette fois la confrontation directe. Nous avons eu droit à des tirs de grenades lacrymogènes et des aspersions par camion d'un liquide puant au point que le chauffeur du car qui nous ramenait ensuite à Jérusalem a dû s'arrêter pour projeter du désodorisant dans le car ! Une expérience de plus... Tout le monde va bien, même si les yeux piquent encore un peu. Le combat du village de Bil'in continue. Il est facile de s'informer, par leur site web (<http://www.bilin-village.org/>) très bien fait (une partie est en français) et aussi en demandant de recevoir des messages réguliers en arabe et anglais.

Silwan : une colonisation déguisée en fouilles



Ce titre est la traduction d'un panneau de l'exposition proche de ce lieu de fouilles proposée par les habitants palestiniens de ce quartier de Jérusalem Est tout proche de l'esplanade des mosquées. En effet sous prétexte de fouilles archéologiques des maisons sont rachetées dans le quartier de Silwan les unes après les autres pour commencer par des sondages comme sur cette photo et toujours finir par une maison habitée par des colons et surmontée en provocation par le drapeau d'Israël. L'AFPS dans un article bien documenté a fait le point sur le procédé.

En plus de continuer à expulser les Palestiniens de Jérusalem Est comme cela est aussi le cas dans la vieille ville et dans le quartier de Sheikh Jarrah, cette politique a aussi pour objectif de refaire

l'histoire et de tenter de retrouver des vestiges de la « Cité de David » qui aurait été fondée il y a trois millénaires, ce qui permettrait de mieux prouver la judéité de Jérusalem et d'essayer d'y faire oublier 2000 ans de présence chrétienne et 1400 ans de présence musulmane. Non loin de là, un parc national du même nom a été créé pour affirmer l'antériorité du peuple juif. Malgré ces recherches, aucun vestige n'a pu démontrer cette thèse de la présence de David ici dont l'existence même n'est pas prouvée.

Rencontre avec le FPLP



Nous avons rencontré lors de notre séjour les principaux partis politiques palestiniens. C'est ainsi que Khalida Jarrar, une des trois députées du Front Populaire de Libération de la Palestine nous a accordé un long entretien à Ramallah pendant 90 minutes.

Khalida Jarrar a été élue députée lors des dernières élections en 2006. Elle préside au Parlement le Comité des Prisonniers. Elle nous a rappelé l'arrestation de 40 députés par Israël en juin 2006 en réaction à la capture du soldat Gilad Shalit à Gaza. Le peuple palestinien doit faire face principalement à l'occupation israélienne, mais le conflit interpalestinien continue avec des arrestations de part et d'autre entre le Hamas et le Fatah, la fermeture d'associations charitables à Gaza comme en Cisjordanie. Le FPLP demande un dialogue entre tous les partis pour régler la crise, qui doit se traduire par des discussions directes entre le Hamas et le Fatah. Un gouvernement d'unité nationale doit être mis en place avec trois tâches : préparer les élections futures, reconstruire Gaza et faire l'unité de toutes les institutions de Gaza à la Cisjordanie. Le FPLP refuse la feuille de route qui ne résout pas le problème de l'occupation israélienne, contrairement au Fatah, qui l'a signée et au Hamas qui se dit prêt à la respecter. Pour lui, tous les accords bilatéraux ne font que conforter les colonies et l'occupation. Le FPLP demande une conférence internationale sous

l'égide de l'ONU et non des États-Unis pour mettre en oeuvre les résolutions de l'ONU. Concernant les élections palestiniennes, Khalida Jarrar dit que c'est le seul moyen pour désigner les représentants légitimes du peuple palestinien que ce soit en Cisjordanie, à Gaza ou à l'extérieur de Palestine où l'on compte 6 millions de réfugiés. L'OLP doit aussi être refondée par une élection démocratique pour représenter tout le peuple palestinien. Le FPLP appelle de ses voeux une coordination des partis et mouvements de gauche palestiniens : FPLP, FDLP, PPP... pour plus peser dans les institutions. Le nouveau parti de Mustapha Barghouti qui ne se classe pas à gauche est aussi prêt à participer à ces discussions. Une longue interview en anglais est aussi disponible sur le site de l'Alternative Information Center.

Articles parus dans un numéro précédent sur un sujet voisin :

Gaza, Palestine : une si grande barbarie, une si grande injustice - N°122 – Février 2009

La journée de la terre : dans le cadre de la campagne Paix comme Palestine - N°118 – Avril – 2008

Canada : un pays d'Amérique proche de l'Europe

Parti huit semaines, j'ai traversé le Canada en scooter de l'Atlantique au Pacifique, J'y ai rencontré une population accueillante à sa manière. Enfin, à Vancouver j'ai pu avoir quelques rencontres politiques

Environnement : peut mieux faire

Grand comme 18 fois la France¹ pour une population de seulement 33 millions d'habitants¹, le Canada a de nombreux espaces forestiers humainement vides que les dirigeants de ce pays consacrent à de nombreux parcs nationaux. D'un certain côté les Canadiens sont très

soucieux de l'environnement, notamment en ce qui concerne la biodiversité animale. Ainsi, on peut voir dans Montréal des animaux tels que l'écureuil, le raton laveur ou la moufette traverser les rues. Dans les grandes cultures de la Prairie, les antilopes peuvent courir au milieu des plantations en toute liberté. Le zoo de Calgary que j'ai visité est

construit de manière à donner aux espèces locales un environnement semblable à celui qu'ils connaissent, et de nombreuses explications écologiques sont données. En outre, personne ne laisse traîner un papier le long de la route.

D'un autre côté, le mode de vie des Canadiens n'est pas toujours écolo-



Exploitation agricole de la Prairie canadienne

gique. L'automobile, avec de nombreuses grosses cylindrées, est de beaucoup le premier moyen de transport des Canadiens. Si la dispersion de la population rurale est une des causes de ce phénomène, l'organisation de la société, qui est surtout urbaine, en est une autre. Comme en Californie, avec un habitat urbain essentiellement constitué de maisons individuelles, gique. L'automobile, avec de nombreuses grosses cylindrées, est de beaucoup le premier moyen de transport des Canadiens. Si la dispersion de la population rurale est une des causes de ce phénomène, l'organisation de la société, qui est surtout urbaine, en est une autre. Comme en Californie, avec un habitat urbain essentiellement constitué de maisons individuelles, les villes s'étalent énormément, les zones commerciales sont constituées en une suite de grandes surfaces situées à la périphérie. Les centres-villes où les gens circulent à pied sont restreints. Si, tant dans les villes que dans les campagnes, les ramassages scolaires sont bien développés, les transports en commun sur rail sont très réduits et les bus sont très peu utilisés. En revanche, pour traverser le pays, les marchandises empruntent beaucoup les trains. La seule économie d'énergie que semblent accepter les Canadiens est celle concernant l'isolation thermique de l'habitat pour laquelle les aides publiques ont été victimes de leur succès. Il faut savoir que, par exemple, à Montréal, le thermomètre peut descendre jusqu'à -40°. Le Canada étant riche en énergie

tant en houille blanche qu'en pétrole, son gouvernement est très réticent envers une politique de réduction de la consommation des énergies à effet de serre.

Contrairement au Québec, la Prairie est le domaine de l'agriculture chimique et génétiquement modifiée. Sur des exploitations immenses et très mécanisées, poussent différentes céréales, du colza, du soja et y sont élevés des bovins. L'un des agriculteurs de cette région m'a dit qu'avec 1 000 acres (400 hectares) il était un petit agriculteur. Un autre m'a expliqué que sur une même surface, grâce à la mécanisation, il y a aujourd'hui 16 fois moins d'exploitations qu'au début du XX^e siècle. Ainsi, dans cette région, j'ai pu voir un certain nombre de fermes abandonnées tomber en ruine.

Comme les Californiens, les Canadiens souffrent de la malbouffe : féculents sur féculents. Et ce phénomène additionné au « mode de vie automobile » fait qu'au Canada, les obèses sont nombreux : 23% de la population². Avec ce chiffre, le Canada est au 4^e rang parmi les 30 pays de l'OCDE².

D'autres problèmes écologiques apparaissent avec l'exploitation des richesses du sous-sol canadien. Avec ses mines du Saskatchewan, le Canada est en effet un des tout premiers producteurs d'uranium au monde. Une manifestation est prévue à Toronto en septembre contre cette exploitation. Par ailleurs, l'augmentation prévue de la production de pétrole issue des sables bitumineux de l'Alberta va produire, dans la Prairie, des pluies acides qui



Vancouver

risquent d'occasionner des sécheresses et de tuer la faune aquatique. En traversant les Rocheuses, j'ai pu constater en comparant avec des documents anciens, qu'ici aussi, les glaciers ont beaucoup reculé.

L'organisation des Jeux Olympiques d'hiver de 2010 à Vancouver contribue au saccage de la nature. Par exemple, la création du Centre nordique a provoqué l'abattage d'environ 100 000 arbres³. En recueillant les graviers du lit du Fraser pour élargir les routes menant à Vancouver, on a supprimé le lit de reproduction des saumons, provoquant ainsi un déficit de 3 millions de ces poissons³. D'une manière générale, la pêche canadienne est très malade. Sur la côte atlantique, 30 000 emplois de ce secteur ont été supprimés dans les années 1990⁴. Ainsi, l'économie de Terre Neuve a été désintégrée.

Une société multiculturelle

Récente, la nation canadienne reste en cours de formation. En 1901, la Fédération de provinces du Canada n'avait encore que 5,3 millions d'habitants⁵. Ainsi, tout du long du XX^e siècle, des gens n'ont cessé d'y immigrer mais aussi d'en partir. Par exemple, sur la période 1991-2001, la moyenne annuelle d'arrivées de migrants était de 253 000². Ceux qui partent rentrent au pays d'origine ou s'installent aux États-Unis. Ainsi, en 2000, 678 000 résidents de ce pays étaient nés au Canada².

Au Québec, l'immigration, en étant axée sur la population francophone, sert à la défense de la langue française face à l'encerclement anglais.

D'où l'arrivée de populations différentes de celles qui atterrissent sur la côte pacifique. De ce dernier côté, arrivent essentiellement des Asiatiques alors que du côté atlantique s'installent surtout des Maghrébins, des Haïtiens, des Africains. À Rimouski (estuaire du St-Laurent), un militant du Parti Québécois m'a fait part de l'existence d'une association dont l'objet est de trouver un logement pour chaque nouvel immigré.

Cependant, notamment avec la crise mondiale, le gouvernement « conservateur » a décidé de restreindre l'immigration. Ainsi, durant mon séjour, il a décidé d'exiger de la part des migrants mexicains un visa d'entrée, alors que le Canada et le Mexique font partie de la même zone économique de libre-échange (ALENA) !

Avec la variété de l'immigration survenue au cours des temps, la société canadienne est devenue une société multiculturelle. Les élèves de mon ami de Montréal sont de toutes les couleurs. Certains Canadiens apprécient cette situation qu'ils trouvent être d'une grande richesse. Si certains des immigrés que j'ai rencontrés avaient le sentiment d'être bien acceptés, d'autres m'ont fait part de réflexions déso-bligeantes à leur égard.

Ce multiculturalisme se traduit notamment au niveau des langues. Par exemple, dans la bibliothèque de quartier que j'ai visitée à Vancouver, les consignes étaient écrites en six langues ! Si l'anglais est prédominant, l'accent avec lequel il est prononcé varie beaucoup d'une province à l'autre. Si au Québec la langue française domine, dans les campagnes de cette province, les gens parlent un patois dont je ne comprenais mot. Au Nouveau-Brunswick, l'anglais et le français sont considérés de manière égale. Ainsi, telle femme ayant grandi dans cette province me dit avoir suivi l'école primaire en français pour ensuite continuer sa scolarité en anglais.

La variété des restaurants des villes participent à l'expression multiculturelle : chinois, japonais, vietnamiens, mexicains, haïtiens, italiens,

grecs, libanais... J'ai remarqué aussi différents centres culturels ukrainiens.

La crise « financière » au Canada

Comme dans d'autres pays développés, des usines automobiles de la région de Toronto ferment. Cependant, le Canada conserve de nombreuses industries lourdes dans les secteurs de l'aluminium, du ciment et de la chimie, notamment sur les rives des Grands lacs. En 8 mois, 500 000 emplois ont été supprimés⁶. Ce qui donne aujourd'hui un taux de chômage égal à 8,6%⁶. Mais, comme en France, ce n'est pas seulement depuis le début de la « crise financière » que la situation du « Canada du bas » se dégrade. Les méfaits de la mondialisation y sont ici accentués par le traité de libre-échange signé avec les États-Unis et mis en application en 1989, puis étendu au Mexique en 1994 pour donner l'ALENA. En effet, les deux partenaires du Canada ne brillent pas leur politique sociale. Ils exercent à insister lui, par le biais de la concurrence, une pression pour qu'il réduise la sienne. Ainsi, alors que durant les années 90, 80% des chômeurs bénéficiaient de l'assurance chômage, aujourd'hui ils ne sont plus que 40%⁷. Si bien que maintenant, 12,8% de la population vit sous le seuil de pauvreté contre 17% aux États-Unis et 8% à la France². Le temps de travail pour les salariés à temps plein a, ces dernières années, augmenté : de 45 minutes en moyenne par jour entre 1985 et 2005⁷. Les droits aux congés payés sont bien moindres qu'en France : en moyenne ils sont de 18,7 jours par an⁸. De plus, nombre de salariés ne prennent pas l'ensemble de leurs congés. Par exemple au Québec, la moyenne de ces renoncements est de 1,4 jour⁸.

Si le Canada ne vit pas aujourd'hui de grands mouvements sociaux, il connaît quelques conflits de longue durée. Ainsi, durant mon séjour, les employés municipaux d'une ville de l'Ontario, Windsor (216 000 habitants⁹) ont fait grève durant 101 jours¹⁰. En 2007, les éboueurs de

Vancouver ont fait grève durant 10 mois. Dans les deux cas, la raison du conflit était salariale. En juin 2009, une marche de travailleurs de la forêt, qui a rassemblé 4 000 personnes, a parcouru le pays jusqu'au bureau du Premier ministre pour attirer l'attention sur la perte d'emploi que connaît ce secteur économique : 55 000 en deux ans⁶.

Si le nombre de SDF au Canada est sans commune mesure avec celui que j'avais constaté en Californie en 2000, il est notable à Vancouver. En effet depuis que cette ville a été élue pour organiser les Jeux Olympiques d'hiver de 2010 ce nombre a augmenté de 373%³, et ce à cause de la spéculation immobilière et de la non-construction de logements sociaux pourtant promis par les pouvoirs publics. J'ai pu voir rue Hastings cette foule de « homeless » dont l'activité principale est de récupérer les canettes de boisson. Alors que j'ai pu constater que nombre d'entre eux étaient dans un état mental bien dégradé, plusieurs personnes m'ont fait part du harcèlement que leur fait subir la police qui cherche à les rendre invisibles. 12 500 policiers et militaires supplémentaires sont prévus pour le déroulement des Jeux Olympiques³. Comme les logements sociaux sont rares au Canada, il est organisé des manifestations pour que les crédits servant à la guerre en Afghanistan servent à la construction de tels logements. 127 soldats canadiens sont déjà tombés dans ce pays¹¹ et aujourd'hui, selon les sondages, la majorité des Canadiens sont pour le désengagement de leur armée d'Afghanistan.

Jusqu'à quand la bonne santé va-t-elle durer ?

Si j'ai pu voir, même dans les campagnes profondes, des mini-hôpitaux, si le Canada possède la 8^e espérance de vie du monde (80,7 années contre 77,9 aux États-Unis²) on peut craindre que la situation ne se dégrade. En effet, le Canada possède aujourd'hui peu de médecin. Durant mon voyage on m'a fait part de cette pénurie, notamment en milieu rural. Le taux de médecins par

habitant au Canada n'est que le 54^e dans le classement mondial, il n'est que la moitié de celui de la Grèce². Ce mauvais chiffre s'explique par la trop grande sélection effectuée à l'entrée des études médicales et par l'émigration importante de médecins vers les États-Unis.

Si le système de sécurité sociale canadien (assurance maladie, retraites) est beaucoup plus proche de celui de la France que de celui des États-Unis, on assiste à une dégradation dans les services de santé. À Montréal, alors que 3 700 personnes sont en attente de place en hôpital, les autorités ont supprimé 792 lits⁸. Des fermetures de structures sont envisagées également dans le nord de la province de l'Ontario. Avec le transfert au Québec de certaines chirurgies du secteur public vers celui du privé, le patient voit sa note s'alourdir. Devant la dégradation du service public de la santé, la militante communiste que j'ai rencontrée à Vancouver m'a dit que s'étaient organisés des manifestations pour la défense de ce service.

L'investissement des Canadiens dans l'éducation

Le Canada a un très fort taux de scolarisation secondaire. Parmi les pays de l'OCDE il est celui dont le taux de bacheliers est le plus élevé². Au Québec, la pédagogie dans les CÉGEP (lycées) est basée sur l'autonomie des élèves. Aussi, ceux-ci peuvent arriver dans le cours ou en partir quand ils le veulent. Des services d'aides sont organisés en permanence dans l'établissement dans chacune des matières. En outre, les structures de « raccrochages » des décrochés scolaires sont bien plus importantes qu'en France notamment par l'intermédiaire de l'enseignement adulte. Cette possibilité de réintégration n'est-elle pas la cause de la délinquance bien moindre au Canada qu'en France ? Enfin tout adulte, quel que soit son niveau, a le droit de s'inscrire à l'université. Notons que le Canada est le 6^e pays parmi les 30 pays de l'OCDE pour le taux de diplômés². Mais ces bons chiffres sont plus dus à la volonté des Canadiens qu'à

celle des pouvoirs publics. En effet, au fil des années, ceux-ci se désengagent financièrement de l'éducation. Et aujourd'hui le Canada n'est que le 57^e pays au monde pour les dépenses publiques éducatives rapportées au PIB (Produit Intérieur Brut)². Les études sont payantes dès le second cycle du secondaire. Les crédits publics comptés en dollar constant par étudiant de cet enseignement ont beaucoup baissé : des années 80 à 2003, la baisse a été de 30%².

Dans les universités, les droits d'inscription annuels sont très élevés : 2 800 €² en moyenne, mais 6 800 €² en médecine. Au Québec, province qui a connu en 2005 et 2008 des mouvements étudiants pour demander la gratuité de l'enseignement, ils ne sont en moyenne que de 1 300 €². En 1990-1991, la moyenne nationale n'était que de 950 €² ! Ces forts droits d'inscription provoquent un très important endettement étudiant. Chez les étudiants de second cycle, il est de 15 500 €². Le fait que le chômage des étudiants ait, avec la crise, augmenté de 21% en 8 mois⁶ ne fera qu'aggraver la situation !

Les pouvoirs publics se désintéressent de la petite enfance. Au Québec, ils se contentent de donner des subventions à des structures privées et il faut attendre deux ans pour obtenir une place dans une garderie⁸. Nationalement, rapportées au PIB, les dépenses canadiennes dans ce secteur ne sont que de 14% celles du Danemark² !

Avec ses bons chiffres actuels concernant l'éducation et la santé, le Canada est actuellement en 3^e place dans le classement mondial de l'ONU concernant l'IDH (Indicateur de Développement Humain). Il y a quelques années, il détenait la première place...

Les succès des féministes

Le mouvement des femmes, notamment au Québec, a une longue histoire. Dans cette province, il a obtenu, la mise en place de logements de repli pour les femmes battues. En cas de divorce c'est toujours le mari qui est obligé de

quitter le logement conjugal. Au Québec comme en Colombie britannique, après une naissance, la mère et le père ont droit à une année de congés payés à se partager. De toilette très simple, les Canadiennes font beaucoup d'études : 58% des étudiants sont des femmes². Mais elles exercent aussi des professions habituellement réservées aux hommes : dans la mécanique, les travaux publics. Aussi, une jeune fille d'origine algérienne que j'ai rencontrée à Montréal me dit qu'elle ne voyait pas l'utilité d'être féministe au Canada compte tenu de la condition de la femme. D'ailleurs, selon le classement de l'ONU concernant l'égalité des sexes, le Canada est au 4^e rang².

Cependant, il reste des progrès à faire en matière d'égalité des salaires : en ne considérant que les emplois à temps plein, les salaires des femmes sont, en moyenne, seulement de 71% par rapport à ceux des hommes². Aussi, la militante communiste de Vancouver regrettait de n'avoir jamais vu de sa vie le mouvement féministe aussi faible qu'aujourd'hui.

La question indienne toujours présente

Ne comprenant que 3,8% de la population canadienne, les Amérindiens représentent 23% des chômeurs, 20% des détenus². Ne comprenant que 1% de la population de Toronto, ils en représentent un quart des « homeless »². Pour différentes occupations du sol (exploitations agricoles, mines, barrages hydroélectriques...), les « premières nations » ont été ces derniers siècles souvent expulsées. Cela l'a récemment été pour l'aménagement des constructions olympiques de Vancouver. Cela va l'être encore prochainement pour la construction d'installations hydroélectriques dans la vallée de la Romaine (Québec), même si les autochtones ont été indemnisés. Même indemnisés, le déplacement des Amérindiens ne fait pas le bonheur de ces derniers. En effet, ils sont alors déracinés, coupés de leurs ressources (eau, plantes médicinales...). En ville, ils

sont victimes de racisme. Ce qui leur occasionne un mal-être qui les pousse à se droguer massivement. Un ami du Québec ayant enseigné une année dans une communauté autochtone m'a fait part de ses difficultés avec ses élèves qui utilisaient des drogues dures. Avec le montant des droits d'inscription ils sont très peu nombreux à suivre des études supérieures : 4%². Aussi, parmi les jeunes, le taux de suicides des Amérindiens est trois fois supérieur à celui des autres Canadiens². Et la présence dans les villes de services sociaux spécifiques aux Amérindiens ou aux Métis n'y change pas grand-chose. Les conflits sont nombreux. Les moyens d'action des Amérindiens sont les barrages routiers, les occupations de locaux... Ici, ils refusent de payer leur facture d'électricité produite sur leur territoire, là ils veulent être embauchés pour la construction d'une digue construite dans leur réserve. Là-bas, ils s'op-

posent à l'installation d'une déchetterie rendue nécessaire par l'abondance des déchets canadiens, car ils craignent la pollution de leur eau... Sauf au Québec, les journaux canadiens sont de style étasunien (beaucoup de papier pour peu d'informations sociopolitiques), la population est peu politisée. C'est ce qui explique les grandes contradictions des Canadiens en matière d'écologie. Mais, de gré ou de force, les Canadiens seront bientôt obligés de changer leur mode de vie à cause de la contrainte énergétique.

Septembre 2009

Jean-François Le Dizès

Auteur de « *Globe trotter, carnets de voyage d'un bourlingueur mili-tant* » aux éditions L'Hamattan. 2007

Sources chiffrées

¹ L'état du monde 2008. Éditions La Découverte

² « The truth about Canada » de Mel Hurtig, Éditions McClelland & Stewart, Toronto, 2009

³ « Anti-2010 » édité par le Collectif contre les Jeux Olympiques

⁴ le parti des Verts

⁵ « Une histoire du Canada contemporain » de Jean-Pierre Charland, Éditions Septentrion, Québec 2007

⁶ « People's voice », bulletin du Parti communiste canadien

⁷ « Canadian social welfare » de Joanne et Francis Turner, General editors, Toronto 2008

⁸ « Le Devoir », quotidien de Montréal

⁹ Wikipedia

¹⁰ « Saturday star », journal de Toronto

¹¹ « Chronicle Journal », quotidien de Thunder Bay

Articles parus dans un numéro précédent sur un sujet voisin :

Une autre Amérique est possible ! - N° 106 - Janvier 2006

Gauche Alternative mensuel des Alternatifs-Isère
ISSN 0998-84 67
n° de CPPAP : 0512 P 10 865
42 rue Saint-Laurent
38 000 Grenoble.
Tel. 04 76 24 13 31
Directeur de publication :
Jean-François Le Dizès
Tirage : 350 exemplaires
Impression : Euro-Prim 47
avenue Alsace Lorraine
38 000 Grenoble
Courriel : 38@alternatifs.org.
Site : www.alternatifs.org/38/

Bulletin d'abonnement

Nom :
Prénom :
Adresse :

Courriel :

Abonnement pour 10 numéros : 10 euros
Pour les économiquement faibles (chômeurs, prestataires de revenus minimum, étudiants, lycéens) : 3 euros (fournir une attestation)
Abonnement de soutien à partir de 20 euros
Chèques à l'ordre de : les Alternatifs-Isère

Bulletin d'adhésion

Nom :
Prénom :
Adresse :

Tel.
Courriel:

Calendrier

Quand		Quoi	Où
Mardi 6 octobre	20h30	Conférence-débat sur « l'économie contre le développement » avec Christian Comelieau	Café de la Table ronde, 7 place St-André, Grenoble
Mercredi 7 octobre	20h30	Conférence-débat sur « Pendant la crise, la guerre des classes continue », avec François Ruffin	
Mercredi 7 octobre	14h30	Manifestation de la journée d'action des confédérations CGT, CFDT, UNSA, FSU	Au MEDEF, 66 bd Foch Grenoble
Vendredi 9 octobre	20h30	Film-débat « Témoin indésirable » sur la situation en Colombie , organisé par France-Amérique Latine	Cinéma de Voreppe
Jeudi 15 octobre	12h	Film-débat « Campesinos » qui traite de la Bolivie Organisé par France-Amérique latine	Université Stendhal Campus
	20h30		Mon Ciné St-Martin d'Hères
Samedi 17 octobre	14h30	Manifestation pour le Droit des Femmes , organisée par un collectif d'organisations dont les Alternatifs	Place Félix Poulat Grenoble
Samedi 17 octobre	18h	Manifestation de commémoration du massacre à Paris de centaines d'Algériens , organisée par Algérie au cœur et le CIIP	Place Edmond Arnaud Grenoble
Lundi 19 octobre	18h30	Réunion publique préparatoire au conseil municipal de Grenoble avec les élus écologistes (ADES, Alternatifs, Verts)	Salle 150 galerie de l'Arlequin
Mercredi 21 octobre	20h30	Conférence-débat sur « penser l'après-crise, tout est à reconstruire », avec Jean-Pierre Page, organisée par les Amis du Monde diplomatique	Café de la Table ronde, 7 place St-André, Grenoble
Mercredi 21 octobre	20h	Conférence-débat sur « De l'OMC à Copenhague, le climat dans la tourmente » avec Aurélie Trouvé, organisée par ATTAC	EVE Campus
Jeudi 22 octobre	20h30	Débat-formation sur la Palestine avec Gilles Kuntz, qui revient d'un voyage dans ce pays, organisé par les Alternatifs	Maison des associations Grenoble
Lundi 9 novembre	18h30	Conférence-débat sur « au-delà de la croissance et du PIB, quels indicateurs alternatifs ? », avec Aurélie Boutaud, organisée par les Amis du Monde diplomatique	Café de la Table ronde, 7 place St-André, Grenoble
Mardi 10 novembre	20h30	Débat sur l'augmentation des impôts locaux à Grenoble , organisé par les Alternatifs, l'ADES, le NPA, le PG et les Verts	Maison des associations Grenoble
Dimanche 15 novembre	de 14h à 23h	Films-débats sur différents pays d'Amérique latine (Bolivie, Venezuela, Equateur, Cuba, Honduras, etc), organisés par l'Association Collectif pour Cuba et l'ALBA	Amal, 57 avenue Maréchal Randon Grenoble
Lundi 16 novembre	18h	Réunion publique préparatoire au conseil municipal de Grenoble avec les élus écologistes (ADES, Alternatifs, Verts)	Maison des associations Grenoble
Lundi 16 novembre	20h	Film-débat : « Vers un crash alimentaire », organisé par FIAN, CCFD Terre Solidaire, Artisans du Monde	Salle Juliet Berto 2 passage du Palais de Justice Grenoble
Mercredi 18 novembre	20h30	Conférence-débat sur « utopies américaines, expériences libertaires du XIX^e siècle à nos jours », avec Ronald Creagh, organisée par les Amis du Monde diplomatique	Café de la Table ronde, 7 place St-André, Grenoble
jeudi 26 novembre	20h30	Conférence-débat, organisée par l'ALBA et France-Amérique latine, sur le Venezuela avec Michel Collon qui présentera son livre « Les sept péchés d'Hugo Chavez »	Centre Social de Vieux-Temple Grenoble
Samedi 28 novembre	de 13h à 23h	10 heures pour la Palestine , organisées par le Collectif Isérois pour la Palestine	Centre Saint-Marc avenue Malherbe, Grenoble

Ont participé à ce numéro : Jo Briant, Fabien Carton, Chritine Chalaye-Ossowski, Sandrine Correia, Gilles Kuntz, Jean-François Le Dizès, Sébastien Luyat, Jean-Marie Nicolas, Odile Nicolas-Rougeol, Brigitte Pinède, Jean-Paul Portello, Madeleine Raby.